

ARTICLE 6 : Conformément aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2012-311/P-RM du 21 juin 2012, le Directeur d'exploitation est tenu de conserver dans ses bureaux les plans des travaux périodiquement mis à jour qui peuvent être consultés par les agents de l'Administration des Mines.

Il doit faire parvenir au Directeur des Mines un rapport annuel comportant :

- les plans des travaux d'exploitation accompagnés des coupes et de tout autre document ou des renseignements permettant de se rendre compte de l'évolution de l'exploitation ;
- les données sur la production ;
- dépenses effectuées ;
- le nombre d'employés et les informations sur le matériel utilisé ;
- la quantité des explosifs (acquisition et utilisation).

ARTICLE 7 : La **Société COVEC** établit et tient à jour :

- un document relatif aux risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé et qui précise les mesures prises afin de préserver la sécurité et la santé du personnel ;

- un document mentionnant toutes les incidences de l'exploitation sur l'occupation des sols ;

- des documents relatifs aux impacts de l'exploitation sur l'environnement et le milieu du travail :

- * nuisance sonore ;
- * émission de poussière, fumée et gaz ;
- * stockage de résidus et déchets ;
- * effets sur la nappe aquifère, faune et végétation ;
- * effets sur la santé des travailleurs ;
- * découverte de vestiges archéologiques et de lieux d'importance historique.

ARTICLE 8 : La **Société COVEC** doit tenir à jour un registre coté et paraphé par le Directeur des Mines signalant les quantités de matériaux extraits et le volume transporté au fur et à mesure de leur extraction.

ARTICLE 9 : L'annulation de la présente autorisation d'exploitation sera prononcée par arrêté en cas de non exécution des engagements souscrits conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 17 juin 2014

Le ministre,
Dr Boubou Cisse

**ARRETE N°2014-1701/MM-SG DU 17 JUIN 2014
FIXANT LES ATTRIBUTIONS SPECIFIQUES DES
MEMBRES DU SECRETARIAT GENERAL DU
MINISTERE DES MINES**

LE MINISTRE DES MINES,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Le présent arrêté fixe les attributions spécifiques des membres du Secrétariat Général du Ministère des Mines.

CHAPITRE 1^{er} : DU SECRETAIRE GENERAL

ARTICLE 2 : Le Secrétaire Général assiste le ministre dans l'orientation générale et la conduite des affaires. Il coordonne les directions et services du ministère, conduit des chantiers transversaux majeurs ainsi que les politiques de modernisation et les stratégies de réforme en veillant à la qualité du dialogue social et apprécie l'efficacité et les capacités managériales des cadres.

Sous l'autorité du ministre, il est chargé des attributions spécifiques ci-après :

- planifier et organiser les activités du Secrétariat général, des services et organismes relevant du département en vue d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés ;

- coordonner, animer et contrôler les activités du secrétariat général afin d'assurer l'exécution correcte des missions assignées au département ;

- élaborer le programme et le rapport annuel d'activités du département ;

- suivre l'exécution du Programme de Travail Gouvernemental ;

- répartir, superviser et contrôler les tâches assignées aux membres du Secrétariat Général, services et organismes relevant du département ;

- évaluer et noter le personnel du Secrétariat général, les Directeurs nationaux et les chefs de services rattachés du département ;

- exécuter toute tâche qui lui est confiée par le Ministre.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général, son intérim sera assuré par un Conseiller Technique désigné par lui.

CHAPITRE II : DES CONSEILLERS TECHNIQUES

ARTICLE 4 : Le Ministère des Mines dispose des conseillers techniques suivants :

- le Conseiller Technique chargé des questions juridiques ;
- le Conseiller Technique chargé de la recherche et de la prospection minière ;
- le Conseiller Technique chargé de l'exploitation et de la production minière ;
- le Conseiller Technique chargé de la protection pétrolière et gazière ;
- le Conseiller Technique chargé des carrières et des matériaux de construction.

ARTICLE 5 : Le Conseiller Technique chargé des questions juridiques a pour attributions spécifiques :

- d'émettre un avis juridique sur tous les dossiers qui lui sont soumis ;
- d'appuyer la conception et l'élaboration des avant-projets d'actes législatifs et réglementaires relatifs au secteur des Mines ;
- de participer à la conception et au suivi des protocoles d'accord, des contrats et des conventions initiés ou conclus entre le département et les différents partenaires ;
- de suivre en rapport avec les autres conseillers techniques les dossiers contentieux du département au niveau de la Direction Générale du contentieux de l'Etat ;
- de préparer les réunions interministérielles d'approbation des conventions d'établissement ;
- de suivre l'application des textes législatifs et réglementaires en vigueur en relation avec les titres miniers ;
- d'assister les structures techniques dans la création et la gestion juridique des titres miniers et pétroliers ;
- de représenter le département à l'occasion de l'examen de toutes questions relatives à son domaine de compétence.

ARTICLE 6 : Le Conseiller Technique chargé de la recherche et de la prospection minière : est chargé de l'étude des dossiers du domaine de la géologie et de la recherche minière.

A ce titre, il est chargé :

- de suivre les dossiers techniques des sociétés minières en phase de recherche ;
- de suivre les dossiers de demande de titres miniers et de recherche ;
- de suivre l'élaboration, la mise en œuvre et l'exécution des projets d'inventaires miniers ;

- d'assurer la coordination de toutes les activités dans le domaine de la géologie et des mines ;

- de participer aux réunions d'examen des conventions d'Etablissement.

ARTICLE 7 : Le Conseiller Technique chargé de la production minière : est chargé de l'étude des dossiers dudit domaine.

A ce titre, il est chargé :

- d'analyser les données économiques et financières communiquées par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines et les Sociétés minières ;
- d'établir les statistiques de production aurifère et des revenus tirés des activités minières ;
- de participer à l'évaluation des études de faisabilité de toute exploitation minière ;
- de suivre l'évolution des cours mondiaux des matières premières et analyser l'impact des fluctuations des coûts des matières premières sur les revenus de l'Etat.

ARTICLE 8 : Le Conseiller Technique chargé des carrières et de la production des matériaux de construction : a pour attribution spécifique :

- de suivre les dossiers de demande de titres d'exploitation des carrières ;
- d'évaluer les études de faisabilité et des études d'impact environnemental et social de tout projet d'exploitation des substances de carrières ;
- de veiller au suivi régulier des exploitations de substances de carrières ;
- de veiller à la mise à jour de la carte des gites de substances de carrières ;
- de tenir les statistiques de production des substances de carrière ;
- d'étudier les mesures d'organisation et d'encadrement de la production artisanale des substances de carrières en rapport avec les collectivités locales ;
- de participer à toute action de promotion des substances de carrière.

ARTICLE 9 : Le Conseiller Technique chargé de la prospection pétrolière et gazière : a pour attribution le suivi des activités de recherche pétrolière et gazière et de toute question technique relative à la recherche pétrolière et gazière.

A ce titre, il est chargé :

- de suivre les dossiers de demande de titres pétroliers ;
- d'évaluer les études de faisabilité de tout projet d'exploitation pétrolière et gazière ;
- de suivre l'application des termes des conventions avec les sociétés et entreprises pétrolières ;
- de procéder aux études d'opportunité et de prospective de la production pétrolière ;
- de veiller au suivi régulier de la gestion des activités de recherche pétrolières et gazières ;
- de participer aux réunions d'examen des conventions pétrolières ;
- de veiller à la constitution de bases de données sur les activités pétrolières et gazières.

CHAPITRE III : DU SERVICE DU COURRIER, DE LA DOCUMENTATION ET DE LA DACTYLOGRAPHIE

ARTICLE 10 : Le service du Courrier, de la documentation et de la dactylographie est chargé d'assurer la réception et la distribution du courrier ordinaire adressé au Ministre. Il procède également au classement du courrier ordinaire et conserve les archives du département.

ARTICLE 11 : le service du courrier est dirigé par un chef de service courrier nommé par arrêté du Ministre compétent.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 17 juin 2014

Le ministre,

Dr Boubou CISSE

**ARRETE N°2014-1705/MM-SG DU 17 JUIN 2014
PORTANT ATTRIBUTION D'UN PERMIS DE
RECHERCHE POUR L'OR ET DE SUBSTANCES
MINERALES DU GROUPE 2 A LA SOCIETE
HANNE GENERAL TRADING SARL A N'TIOLA
(CERCLE DE BOUGOUNI)**

LE MINISTRE DES MINES,

ARRETE:

ARTICLE 1^{ER} : Il est accordé à la **SOCIETE HANNE GENERAL TRADING SARL** un permis de recherche valable pour l'or et les substances minérales du groupe 2, à l'intérieur du périmètre défini à l'article 2 ci-dessous.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis de recherche est défini de la façon suivante et inscrit sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sous le numéro : PR 14/715 PERMIS DE RECHERCHE DE N'TIOLA(CERCLE DE BOUGOUNI).

Coordonnées du périmètre

Point A : Intersection du parallèle 11° 59' 46" N et du méridien 06° 59' 57" W

Du point A au point B suivant le parallèle 11° 59' 46" N.

Point B : Intersection du parallèle 11° 59' 46" N et du méridien 06° 57' 53" W

Du point B au point C suivant le méridien 06° 57' 53" W

Point C : Intersection du parallèle 11° 56' 03" et du méridien 06° 57' 53" W

Du point C au point D suivant le parallèle 11° 56' 03" N.

Point D : Intersection du parallèle 11° 56' 03" N et du méridien 06° 58' 48" W

Du point D au point E suivant le méridien 06° 58' 48" W.

Point E : Intersection du parallèle 11° 47' 42" N et du méridien 06° 58' 48" W

Du point E au point F suivant le méridien 11° 57' 42" N.

Point F : Intersection du parallèle 11° 47' 42" N et du méridien 06° 59' 57" W

Du point F au point A suivant le méridien 06° 59' 57" W

Superficie : 64Km²

ARTICLE 3 : La durée de ce permis est de trois (3) ans, renouvelable deux fois à la demande du titulaire. La durée de chaque période de renouvellement est égale à deux (2) ans.

ARTICLE 4 : En cas de découverte de gisement économiquement exploitable au cours de la validité du présent permis, le Gouvernement s'engage à octroyer au titulaire un permis d'exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par ce permis.

ARTICLE 5 : Le minimum des dépenses en travaux de recherche est fixé à cinq cent soixante dix (570) millions de francs CFA répartis comme suit :

- 142.000.000 F CFA pour la première année ;
- 270.000.000 F CFA pour la deuxième année ;
- 209.000.000 F CFA pour la troisième année.

ARTICLE 6: La SOCIETE HANNE GENERAL TRADING SARL est tenue de présenter au Directeur National de la Géologie et des Mines :

1. dans le mois qui suit l'octroi du permis, le programme de travail actualisé et le budget y afférent ;